



La communication économique et financière

de l'Association Éthique et Investissement

L'AFFAIRE ORPEA

La publication récente d'un ouvrage sur le fonctionnement d'un EPHAD du groupe ORPEA, a donné un nouveau coup de projecteur sur un des aspects de la prise en charge du grand âge.

La France compte un peu plus de 7.500 EPHAD, la moitié sont publics, 30 % privés associatifs et 20 % privés lucratifs. Le Groupe ORPEA avec ses 372 maisons en France fait partie de cette dernière catégorie.

Ce rappel à l'ordre de l'actualité met au minimum en évidence, sans remettre en cause la sincérité de l'engagement des dirigeants, une carence entre terme d'écoute et de transparence dans le fonctionnement interne de cette entreprise.

Carence en terme d'écoute : l'entreprise n'aurait pas suffisamment su faire remonter et traiter les difficultés objectives du terrain exprimées depuis longtemps, probablement trop faiblement, tant par les « usagers » et leur famille que par les syndicats et le personnel.

Carence en terme de transparence : en limitant sa communication externe sur son fonctionnement, probablement dans une volonté de rester « maître chez lui », ORPEA n'a pas pu profiter pleinement d'une contribution de ses pairs à l'atteinte des objectifs sociaux affichés par ses dirigeants ; ici on peut aussi s'interroger sur le niveau d'exigence et la ténacité des actionnaires, des agences de notation extra-financière et des ARS, tous chargés d'analyser la qualité du service rendu, une remarque qui peut d'ailleurs être étendue aux sociétés de gestion ayant recommandé cet investissement et aux autres « prescripteurs » tel Ethique et Investissement.

A noter ici qu'Ethique et Investissement au vu de la gravité des allégations récentes et dans l'attente du résultat des audits, a décidé de revenir sur le conseil qu'il avait donné à ses adhérents début 2020, d'inclure ORPEA dans l'univers des valeurs investissables.

Quelque soit les résultats des audits en cours, l'affaire ORPEA rappelle :

- **aux entreprises** que toutes défaillances dans l'exercice de leurs responsabilités sociale, sociétale et environnementale peut être sévèrement sanctionnée (pour ORPEA, baisse de plus de 60% du cours de bourse, perte de réputation et déstabilisation du corps social)
- **aux « contrôleurs » divers et variés** (actionnaires, ARS, agences de notation, prescripteurs, syndicats de salariés, lanceurs d'alertes, ...) que le laxisme ou l'aveuglement peut conduire à la complicité
- **aux acteurs publics** que l'ouverture d'un débat de société sur la question du grand âge devient d'autant plus urgent que le nombre de Français de plus de 85 ans va tripler d'ici à 2050 ; comment dans cette perspective prendre en charge dignement les plus âgés et lutter contre la mort sociale qui les guette (on pourra aussi rappeler ici les familles à leurs responsabilités) , comment répartir l'effort correspondant entre la collectivité, les « usagers » eux même, les aidants familiaux ou non, les EPHAD, ..., comment organiser (définir un référentiel de qualité tenable et opposable) et fiabiliser les contrôles de la mise en œuvre de la politique décidée, comment assurer l'abondance du personnel et la qualité de sa formation, ... ?

La Loi « grand âge », sans cesse repoussée depuis 12 ans, devrait y répondre, ..., bientôt !

Geoffroy de Vienne
Président

Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 15 décembre 2021

Secteur : matériel informatique et technologique

Ce secteur comprend les matériels informatiques, incluant les équipements électroniques de bureau, les semi-conducteurs et les équipements de télécommunications. Il a des applications très variées : automobile, communication, informatique, électronique grand public et industrie en général. Il joue un grand rôle dans la transition énergétique. Les semi-conducteurs (380 Milliards d'euros en 2020 avec une hausse attendue de 17% en 2021), principalement à base de silicium, plus petits qu'un grain de sable, sont présents dans d'innombrables secteurs (l'automobile représente déjà 11,5% du marché). 70% de la production de ces semi-conducteurs est localisée en Asie, qui en est aussi l'utilisatrice à 71%.

La hausse de la demande est constante et se trouve au centre des tensions géopolitiques (USA/ Chine/Europe). La pénurie se fait sentir due à de multiples facteurs (pandémie, déploiement de la voiture électrique et de la 5G, cryptos-monnaies, automatisation des usines, etc.) et les pays tentent de limiter leur dépendance en protégeant leur propriété intellectuelle et la production locale (l'Europe veut doubler sa part dans la production mondiale à 20% d'ici 2030, ce qui nécessitera d'attirer des talents et de créer des centres de R&D). La matière première Silicium est très abondante mais la transformation du sable en « puce » est complexe, en particulier l'impression des circuits par lithographie est cruciale. Le nombre des acteurs est extrêmement réduit. Dans le même temps le secteur doit faire face à de forts enjeux environnementaux. Les déchets électriques et électroniques (DEE) sont considérables, croissent très vite et sont peu recyclés (17%), alors qu'ils contiennent des substances dangereuses mais ont aussi un potentiel de ressources très important notamment en métaux précieux et terres rares. L'impact environnemental de la 5G est encore difficile à estimer. Parallèlement la durabilité et l'impact carbone de ces équipements doivent être améliorés, ainsi que la surveillance des circuits d'approvisionnement.

Entreprise	E&I	Entreprise	E&I
SEB	Conserver	Logitech International	Ne pas intégrer
Infineon Technologies	Conserver	Electrolux	Ne pas intégrer
Nokia	Ne pas intégrer	LM Ericsson	Exclure
STMicroelectronics	Conserver	Nordic Semiconductor	Ne pas intégrer
ASML Holding	Conserver		

Six de ces entreprises ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50, dont deux ont une note supérieure à 60 (Seb et Nokia). La note la plus faible est 48 pour Electrolux. Il s'agit donc d'un secteur bien noté.

Nous avons conservé :

ASML Valeur entrepreneuriale visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Réduction de l'impact environnemental. Féminisation. Peu de controverses.

STMicroelectronics Bonnes matérialisation et communication des objectifs RSE revus en 2020. Objectifs de réduction de l'impact environnemental des produits. Démarche d'amélioration de l'efficacité énergétique des produits. A surveiller cependant une controverse de niveau 3 concernant la sécurité des produits.

Infineon En phase d'intégration de sa dernière acquisition Cypress. Création d'un comité dédié RSE au niveau direction. Fort impact environnemental et sécurité. Bonne maîtrise des approvisionnements.

Seb Comité RSE dédié au sein du Conseil. Amélioration des produits (cycle de vie, efficacité énergétique). Approvisionnements vers une relation durable. Très bonne note Vigeo pour le pilier social (75). Attention à la gouvernance de cette entreprise familiale.

Nous n'avons pas intégré :

Nordic Semiconductor Majorité de production en sous-traitance sans information sur impact environnemental et social.

Nokia Bonne intégration de la RSE dans la gestion de la sous-traitance. Importance du travail sur l'impact des produits (emballage, recyclage, efficacité énergétique, déchets). Mais controverse inquiétante en Chine sur la communication avec les autorités.

Logitech Pas de comité RSE dédié. Intérêt pour l'écoconception des produits et la circularité. Bonne gestion de la sous-traitance. Mais manque de communication et de transparence dans le domaine social faible (note Vigeo 31).

Electrolux Absence de comité spécifique. Politique sociale limitée et pas transparente (note Vigeo 37). Controverses de niveau 2 (protection Covid et approvisionnements en Chine).

Nous avons exclu :

Ericsson Pas de comité dédié à la RSE. Travail important sur le cycle de vie des produits et la collecte des déchets électroniques. Mais grave controverse niveau 3 de corruption en Afrique, Asie et Moyen orient.